

"Il y a une crise des politiques publiques et du dialogue public, qui ont été confisqués par les plus riches"

Depuis l'élection présidentielle, ce ne sont que des consultations de façade qui sont menées par le gouvernement, préférant écouter les intérêts des lobbies privés plutôt que les organisations de la société civile et les citoyens. Résultat : les inégalités s'aggravent, la transition écologique se fait contre les classes populaires et moyennes, et les orientations économiques et sociales néolibérales se poursuivent. Face à ce constat, le *Crid*, collectif de 50 organisations de solidarité internationale appelle à de véritables politiques de justice sociale et climatique, et à la réhabilitation du dialogue. Voici leur appel.



Chacun·e le sent aujourd'hui, le président et le gouvernement doivent changer de méthode face aux attentes de la société française. Encore plus que leurs prédécesseur·e-s, les dirigeant·e-s élu·e-s en 2017 ont privilégié le passage en force, sans négocier ni même écouter celles et ceux qui défendent leurs droits, ni les associations ou les syndicats qui relaient leurs revendications.

Depuis l'élection présidentielle, les appels au dialogue de nos organisations n'ont reçu pour réponses que des consultations de façade menées au pas de charge. Dès juin 2017, lorsque plus de 350 organisations de la société civile ont réclamé une véritable concertation pour définir des conditions d'accueil des migrant·e-s dignes et humaines, le gouvernement a rejeté cet appel au dialogue et fait voter une loi qui prône la chasse aux migrant·e-s, faisant fi des conventions internationales et européennes ratifiées par la France.

**Les orientations économiques néolibérales ont considérablement aggravé les inégalités**

Quelques mois plus tard, lors des états généraux de l'alimentation, plusieurs acteurs majeurs du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire ont été contraints de quitter la table des négociations tant le dialogue était perverti par la présence de puissants lobbies agro-industriels, au détriment de notre santé, de notre environnement et du droit de chacun·e à une alimentation saine.

Cette méthode de consultations de façade menées au pas de charge a permis au gouvernement de prolonger, de manière plus assumée, plus brutale et plus cynique, les orientations économiques et sociales néolibérales qui, depuis plus de trente ans, ont considérablement aggravé les inégalités, ré-

duit l'accès aux droits pour tou-te-s, créé des bulles spéculatives dangereuses pour l'économie réelle et mis en péril le climat.

La colère populaire qui s'exprime depuis près d'un mois, parfois de manière violente, contre cette aggravation des inégalités doit amener le gouvernement à prendre le temps de véritables négociations avec les différentes composantes de la société. Car il n'y a pas de *"crise des gilets jaunes"*, pas plus qu'il n'y a de *"crise des migrants"*. Il y a une crise des politiques publiques et du dialogue public, qui ont été confisqués par les plus riches.

Pour nos organisations qui défendent la solidarité tant nationale qu'internationale, la transition écologique ne pourra pas se faire contre les classes moyennes et populaires, mais avec et pour elles, à travers de véritables politiques de justice sociale et climatique.

## limiter le pouvoir d'influence des lobbies privés et favoriser celui des citoyens

Celles-ci passent par une fiscalité juste, qui ne fasse pas majoritairement peser le coût de timides mesures environnementales sur les classes moyennes et populaires, mais qui cible en priorité les secteurs les plus polluants comme le transport aérien et maritime. Au-delà de la fiscalité, le gouvernement doit s'engager, comme le soulignent les *"revendications des gilets jaunes"*, en faveur d'une transition écologique par le biais de politiques de transports qui prennent en compte le droit à la mobilité pour tou-te-s, et des services publics de proximité.

Cette transition devra également passer par une véritable politique de rénovations énergétiques des logements pour, comme l'expriment ces revendications, *"faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages"*.

Pour organiser une telle transition, le gouvernement doit créer les conditions nécessaires à une véritable concertation, en limitant le pouvoir d'influence des lobbies privés et en favorisant celui des citoyen-ne-s et des corps intermédiaires, que sont notamment les associations et leurs regroupements collectifs.

Une fois de plus, nous tendons la main pour que s'ouvre un dialogue sincère et une véritable concertation avec les responsables politiques. Nous sommes convaincu-e-s que seul ce dialogue nous permettra de faire face aux crises multiples auxquelles nos démocraties font face.

CRID, collectif de 50 organisations de solidarité internationale